

3

Ford Blanquefort annonce un plan social, le gouvernement veut privilégier la poursuite d'activité



les salariés de Ford devant l'usine de Blanquefort jeudi 6 juin / © Sébastien Hondelatte

La direction de Ford Blanquefort a annoncé ce matin lors du CE extraordinaire le lancement du processus d'information et de consultation d'un plan de sauvegarde de l'emploi fin juin. Le gouvernement n'est pas d'accord, il veut privilégier la piste d'un repreneur.

Par CA Publié le 07/06/2018 à 08:09 Mis à jour le 07/06/2018 à 12:24

Les 830 salariés de l'usine girondine espéraient avoir des réponses sur leur avenir aujourd'hui avec la tenue du CE extraordinaire. Ils les ont bien obtenues.

C'est donc un plan de licenciement que le groupe américain prépare, comme l'a tweeté Philippe Poutou, le délégué CGT de l'usine girondine.

Il s'agit bien d'un plan préalable à une fermeture définitive du site qui interviendrait en 2019 comme l'avait annoncé Ford en début d'année.

Le PSE devrait prévoir des indemnités de licenciement pour chaque salarié, des aides à la reconversion et des départs en pré-retraite. Il devra être négocié avec les syndicats et la direction du travail, la DIRECCTE. Sa mise en place prendra plusieurs mois.

Le gouvernement n'est pas d'accord

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, dit "*regretter vivement cette décision*", d'autant qu'un projet de rachat est en cours.

La société belge [Punch Metal International](#) a en effet visité le site le 30 mai dernier. "*A ce stade, une reprise de la totalité des salariés apparaît possible, et l'ouverture d'un PSE ne semble donc pas justifiée*" assure le ministre.

Bruno Le Maire dit vouloir faire "*de la pérennité du site industriel et du maintien de l'emploi sa priorité absolue*".

Il encourage les salariés à "*conserver le même esprit de responsabilité dans les semaines à venir, afin de donner toutes les chances à un projet de rachat du site par un acteur industriel*".

Le groupe Ford, malgré le lancement du PSE, se défend de vouloir se débarrasser du site girondin sans tenter de maintenir l'emploi.

Il affirme, dans un communiqué, ne prévoir le plan social que dans "*l'hypothèse où aucun repreneur ne serait trouvé et où le site devrait fermer*".

La CGT veut remobiliser les troupes

"*Nous devrions agir, nous mobiliser pour défendre nos emplois*" pouvait-on lire dans un communiqué de la CGT distribué avant la tenue du CE extraordinaire.

Le syndicat veut se démarquer des autres en continuant à appeler au rassemblement.

"*Nous sommes en désaccord avec les autres syndicats dont les délégués parlent de plans de départs ou justifient de ne pas faire de bruit pour ne pas effrayer Ford*" explique l'organisation qui avait réussi à sauver l'usine une première fois il y a quelques années.

*"Nous sommes convaincus que ce n'est pas perdu, que nous avons **encore nos chances de sauver l'usine mais ce n'est pas nous taisant**"* affirment les délégués CGT.

La CGT reste opposée au départ du groupe américain.

"L'heure reste bien à la bataille pour sauver l'usine et empêcher des processus de destruction comme à [Metal Temple Fumel](#) ou à GM&S La Souterraine" assure Philippe Poutou.

"Nous exigeons que la multinationale maintienne l'activité et les emplois, que les pouvoirs publics agissent pour que Ford respectent ses engagements et obligations envers les salariés comme les collectivités".

Des dates clefs à venir

Mercredi prochain, le 13 juin, un comité de suivi fera le point sur l'avenir du site. Il se tiendra avec les autorités préfectorales en présence de Jean-Pierre Floris, le délégué interministériel à la restructuration des entreprises.

Le 20 juin, la CGT appelle à une "action" à Ford Cologne, en Allemagne.